

Ain

Les communes forestières poussent pour valoriser le bois scolyté

En 2023, l'association veut faire changer les mentalités sur les épicéas abattus tôt pour éviter que les scolytes ne les tuent. En rassurant sur leur qualité, et en faisant de leur achat « un geste citoyen » d'après son président Patrick Chaize.

L'association des Communes forestières de l'Ain, réunie à Nantua ce lundi 26 juin, a encore du pain sur la planche. Notamment sur le front de la crise sanitaire liée au scolyte, cet insecte xylophage qui adore les épicéas et s'épanouit avec le réchauffement climatique. Il a rongé les arbres... et les budgets des localités perçus aux ventes de bois.

Un prix divisé par cinq

Forte de « 89 membres, soit 90 % des forêts communales aindinoises », la structure créée en 1930 et présidée par le sénateur Patrick Chaize a contribué à partir de 2020 à stopper l'hémorragie financière. Grâce à la signature de contrats d'appro-



Les forêts aindinoises souffrent depuis 2017 de la sécheresse et de la prolifération des scolytes, des insectes xylophages.

Photo d'archives Catherine Aulaz

visionnement avec l'Office national des forêts (ONF) et les scieries, rééquilibrant les coupes de façon plus « solidaire » : moins de bois verts, plus de bois scolytés. « Une satisfaction totale » juge-t-il. Mais qui appelle « un acte II : une meilleure valorisation. » En clair, des prix d'achat revus à la hausse. « Récemment, les bois scolytés se

sont vendus 5 à 7 € le m³ sur pied, contre 35 € pour le sapin » relève Bastien Brunet, chargé de mission.

« Faire changer les mentalités »

Patrick Chaize l'assure, « s'il est coupé au bon moment, au bout de quelques mois, l'épicéa

scolyté présente les mêmes caractéristiques mécaniques que le vert. La seule différence, c'est qu'il va devenir bleu par l'action d'un champignon. [...] Invisible, il rend le même service. » Le sénateur veut donc « faire changer les mentalités ». Des scieurs et des consommateurs. « Acheter ce bois bleu, local, ce doit être geste citoyen, écologique. » Si le bois ne paye plus, les communes risquent de tourner le dos à leurs forêts. Donc qu'elles dépérissent, qu'elles soient plus vulnérables au feu et que les importations explosent.

En parallèle, l'association poursuit son travail sur les reboisements tests de nouvelles essences ; incite à la reprise des parcelles en déshérence ; milite pour « une surveillance des massifs assistée par des caméras » contre les incendies ; encourage les projets de « forêts pédagogiques » comme à Val-Revermont et Culoz-Béon ; et cherche des terrains d'entente avec le monde des chasseurs.

● Antoine Delsart